

de la rémunération se sont manifestées dans les transports et autres services d'utilité publique, soit 8 p. 100: ces industries, étant généralement moins sensibles aux variations cycliques, ont connu des hausses plus proches de la moyenne. Le secteur des finances, assurances et immeuble a augmenté de 8.5 p. 100. La rémunération dans les gouvernements a augmenté plus que la moyenne en 1966. Les paiements avec effet rétroactif effectués en 1966, mais portant sur 1965, expliquent en partie la forte augmentation de 15 p. 100 des paiements non militaires du gouvernement fédéral mais les gouvernements provinciaux ont également enregistré une forte augmentation de 13 p. 100. En partie, l'augmentation des traitements dans les gouvernements s'explique par les augmentations relativement faibles des années précédentes. Les revenus supplémentaires de la main-d'œuvre ont accusé une augmentation importante de 23.5 p. 100 en 1966, à la suite surtout du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.

Les bénéfices des sociétés (avant déduction des impôts et des dividendes versés aux non-résidents) ont atteint 5,200 millions de dollars en 1966, ayant peu varié au regard de 1965. Une comparaison par trimestre entre 1965 et 1966 indique un accroissement des bénéfices durant les deuxième et troisième trimestres de 1965 et peu de changement durant les deux premiers trimestres de 1966; après un fléchissement durant le troisième trimestre, les bénéfices ont presque rejoint les niveaux atteints vers la fin de 1965. Les bénéfices dans le groupe de la fabrication ont baissé d'environ 2 p. 100; l'industrie du pétrole et du charbon a accusé un gain de 25 p. 100 et les industries du caoutchouc, du bois, de l'imprimerie, des appareils électriques, des produits chimiques et les catégories diverses ont enregistré des gains relativement faibles, mais les industries du textile et des papiers ont baissé, respectivement, de 24 et 23 p. 100 et les industries des métaux et des minéraux non métalliques ont chacune baissé d'environ 7.5 p. 100. Les bénéfices du commerce de gros ont augmenté d'environ 11 p. 100, ceux des services, d'environ 16 p. 100, et les industries des transports, de l'entreposage et des communications, de 9 p. 100; par contre les bénéfices du commerce de détail ont baissé de 5 p. 100, les mines, de 5 p. 100 et les finances, assurances et immeuble, de près de 3 p. 100.

Le revenu provenant des loyers, intérêts et placements divers a augmenté de 10 p. 100 au regard de 1965 (comparativement à une augmentation de 9 p. 100 en 1965 au regard de 1964). Le revenu des investissements publics dans tous les secteurs s'est élevé à 172 millions de dollars en 1966,—45 millions à l'échelon fédéral et 127 millions à l'échelon provincial-municipal. Les subventions aux chemins de fer en 1966 ont été plus élevées qu'en 1965.

Le revenu net accumulé des cultivateurs s'est établi à 2,204 millions en 1966, soit 34 p. 100 de plus qu'en 1965. Tous les éléments ont accusé des augmentations, la plus importante s'étant manifestée dans la production des céréales; la valeur de la récolte sans précédent de 1966 (1,564 millions) a été de 20 p. 100 supérieure à celle de 1965 et de 13 p. 100 supérieure au chiffre record de 1,381 millions atteint en 1963. Les recettes provenant de la vente du bétail ont augmenté d'environ 15 p. 100 et les recettes accrues provenant des autres produits agricoles sont attribuables surtout aux produits laitiers, ce qui témoigne pour une part des augmentations substantielles dans les subventions fédérales et provinciales à l'industrie laitière, et aux récoltes de colza et de soya. Vu que l'accroissement des dépenses a été inférieur à celui des recettes monétaires, l'avance du revenu net a été plus considérable que celle des recettes. Au cours de 1966, le revenu des entreprises individuelles non agricoles a atteint 2,949 millions de dollars, soit 2.5 p. 100 de plus que le total de 1965. Les industries de services ont accusé de faibles augmentations mais celles-ci ont été partiellement contrebalancées par des baisses dans les secteurs de la fabrication et du commerce de détail.